



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFET DE LA MOSELLE

Préfecture
Direction des Libertés Publiques

ARRÊTÉ

N° 2013-DLP/BUPE-164 du 12 JUIN 2013

imposant à la société EDF des prescriptions complémentaires pour la poursuite de l'exploitation du Centre de Production Thermique (CPT) situé sur le territoire de la commune de LA MAXE.

LE PREFET DE LA REGION LORRAINE
PREFET DE LA ZONE DE DEFENSE ET DE SECURITE EST
PREFET DE LA MOSELLE
CHEVALIER DANS L'ORDRE NATIONAL DU MERITE

VU le Code de l'environnement;

VU le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation des services de l'Etat dans les régions et les départements ;

VU l'arrêté n° DCTAJ-2013-A- 06 du 14 février 2013 portant délégation de signature en faveur de M. Olivier du CRAY, secrétaire général de la préfecture de la Moselle ;

VU le décret n° 2010-369 du 13 avril 2010 modifiant la nomenclature des installations classées et notamment supprimant la rubrique n° 167 relative à l'activité de transit de déchets industriels provenant d'installations classées et créant la rubrique n° 2760-2 relative à l'installation de stockage de déchets non dangereux ;

VU le décret n° 2010-1700 du 30 décembre 2010 modifiant les rubriques n° 1150 et n° 2920 relatives respectivement aux substances et mélanges dangereux et aux installations de réfrigération et de compression et créant la rubrique n° 1151 relative aux substances et mélanges dangereux ;

VU l'arrêté préfectoral complémentaire n° 2005-AG/2-425 du 7 novembre 2005 encadrant les installations exploitées par EDF à La Maxe et abrogeant les arrêtés préfectoraux et les récépissés de déclaration antérieurs ;

VU l'arrêté préfectoral complémentaire n°2008-DEDD/IC-43 du 14 février 2008 modifiant l'arrêté préfectoral complémentaire n° 2005-AG/2-425 du 7 novembre 2005 ;

VU les déclarations de la Société EDF datées des 28 février 2011 et 8 avril 2011 relatives au reclassement de ses installations au titre des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement (ICPE) suite à la modification de la nomenclature des installations classées par les décrets susvisés ;

VU les déclarations de la Société EDF datées des 29 septembre 2011 et 20 mars 2012 relatives à la dépollution de ses transformateurs contenant des PCB ;

VU le rapport de l'Inspection des Installations Classées du 10 juin 2013;

Considérant que les déclarations de la Société EDF susvisées nécessitent une mise à jour des arrêtés préfectoraux complémentaires n° 2005-AG/2-425 du 7 novembre 2005 et n° 2008-DEDD/IC-43 du 14 février 2008 ;

ARRETE

Article 1er :

L'article I.3 de l'arrêté préfectoral n°2005-AG/2-425 susvisé est remplacé par l'article suivant :

« Article I.3 Activités

Les activités exercées sont visées par les rubriques suivantes de la nomenclature des installations classées :

Numéro de la rubrique	Intitulé de la rubrique	Régime de classement	Capacité maximale autorisée
1151.1b	Substances et mélanges à des concentrations en poids supérieures à 5 % à base de : 4-aminobiphényle et/ou ses sels, benzidine et/ou ses sels, chlorure de N, N-diméthylcarbamoyl, diméthylnitrosamine, 2-naphthylamine et/ou ses sels, oxyde de bis(chlorométhyle), oxyde de chlorométhyle et de méthyle, 1,3-propanesultone, 4-nitrodiphényle, triamide hexaméthylphosphorique, benzotrichlorure, 1,2-dibromoéthane, sulfate de diéthyle, sulfate de diméthyle, 1,2-dibromo-3-chloropropane, 1,2-diméthylhydrazine, hydrazine. La quantité totale de l'une de ces substances et mélanges en contenant susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 400 kg, mais inférieure à 2 t.	A	Stockage et utilisation d'hydrate d'hydrazine à 24 % (2,5 tonnes) contenant 400 kg environ d'hydrazine pure.
1432.2a	Stockage en réservoirs manufacturés de liquides inflammables : 2. Stockage de liquides inflammables visés à la rubrique 1430 : a) Représentant une capacité équivalente totale supérieure à 100 m³.	A	Fioul lourd : 5 430 m³. Fioul domestique : 140 m³.
1434.2	Installations de chargement ou de déchargement desservant un dépôt de liquides inflammables soumis à autorisation.	A	Station de dépotage.
1520.1	Dépôt de houille, coke, lignite, charbon de bois, goudron, asphalte, brais et matière bitumeuse : <u>La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant :</u> 1. Supérieure ou égale à 500 tonnes.	A	Parc à charbon : 500 000 t ; 4 silos de 1 000 t ; 8 silos de 60 t.
1715.1	Substances radioactives (préparation, fabrication, transformation, conditionnement, utilisation, dépôt, entreposage ou stockage) 1. Lorsque $Q > 10^4$	A	C_{14} : 3,66 MBq (2 sources) Cs_{137} : 1110 MBq (2 sources) $Q = 222\ 000$

Numéro de la rubrique	Intitulé de la rubrique	Régime de classement	Capacité maximale autorisée
2515.1	Broyage, concassage,... de produits minéraux naturels ou artificiels : La puissance installée de l'ensemble des machines fixes concourant au fonctionnement de l'installation est supérieure à 200 kW.	A	8 broyeurs à charbon de puissance unitaire : 460 kW. Puissance totale : 3 680 kW.
2760.2	Installation de stockage de déchets non dangereux autre que celles mentionnées à la rubrique 2720 et celles relevant des dispositions de l'article L. 541-30-1 du Code de l'environnement.	A	Parc à cendres (4 bassins situés sur la commune de WOIPPY) : 1 100 000 t.
2910.A1	Combustion à l'exclusion des installations visées par les rubriques 2770 et 2771. A. Lorsque l'installation consomme exclusivement, seuls ou en mélange, du gaz naturel, des gaz de pétrole liquéfiés, du fioul domestique, du charbon, des fiouls lourds ou de la biomasse, à l'exclusion des installations visées par d'autres rubriques de la nomenclature pour lesquelles la combustion participe à la fusion, la cuisson ou au traitement, en mélange avec les gaz de combustion, des matières entrantes, si la puissance thermique maximale de l'installation est supérieure ou égale à 20 MW	A	Puissance des installations : - 2 chaudières principales au charbon : 1 400 MWth ; - 2 chaudières auxiliaires au fuel : 8,7 MWth ; Puissance totale : 1 408,7 MWth.
1416.3	Stockage ou emploi d'hydrogène : La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation est supérieure ou égale à 100 kg mais inférieure à 1 tonne.	D	Stockage de 125 kg d'hydrogène.
1611.2	Emploi ou stockage d'acide acétique, à plus de 50 % en poids d'acide chlorhydrique, à plus de 20 %, La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation est supérieure ou égale à 50 tonnes mais inférieure à 200 tonnes.	D	Stockage de 150 tonnes d'acide chlorhydrique.
2560.2	Travail mécanique des métaux et alliages : La puissance installée de l'ensemble des machines fixes concourant au fonctionnement de l'installation étant supérieure à 50 kW mais inférieure à 500 kW.	D	La puissance des machines fixes présentes dans l'atelier est de 130 kW.
2925	Ateliers de charge d'accumulateurs : <u>La puissance maximum de courant continu utilisable pour cette opération est supérieure à 50 kW.</u>	D	1 local.

A : Autorisation D : Déclaration »

Article 2 : En cas de non respect du présent arrêté, indépendamment des poursuites pénales qui pourront être exercées, des mesures et sanctions administratives pourront être prises conformément aux dispositions du code de l'environnement (Livre V, titre 1).

Article 3 : Information des tiers :

1°) une copie du présent arrêté sera déposée dans la mairie de LA MAXE et pourra y être consultée par tout intéressé ;

2°) un extrait de cet arrêté énumérant notamment les prescriptions auxquelles l'installation est soumise, sera affiché à la mairie pendant une durée minimum d'un mois ;

Procès-verbal de l'accomplissement de ces formalités sera dressé par les soins du maire de LA MAXE ;

Le même extrait sera affiché en permanence, de façon visible, dans l'installation par les soins de l'exploitant ;

3°) un avis sera inséré par les soins du Préfet et aux frais de l'exploitant dans deux journaux diffusés dans tout le département ainsi que sur le portail internet des services de l'Etat en Moselle ;

Article 4 : Délais et voies de recours :

En vertu des dispositions du décret n° 2010-1701 du 30 décembre 2010, la présente décision peut être déférée au tribunal administratif de Strasbourg :

- par le demandeur ou l'exploitant dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée ;

- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L211-1 et L511-1 du code de l'environnement, dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage de la décision.

Article 5 : Le Secrétaire Général de la Préfecture de la Moselle, le Sous-Préfet de METZ-CAMPAGNE, le Maire de LA MAXE, les Inspecteurs des Installations classées, et tous agents de la force publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Le Préfet,
Pour le Préfet
Le Secrétaire Général,



Olivier du CRAY